

S'approprier un coin du monde et s'enraciner : les squatters

Caroline Désy

Volume 6, Number 1, Spring 1993

La surdité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301204ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301204ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec   Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Désy, C. (1993). S'approprier un coin du monde et s'enraciner : les squatters. *Nouvelles pratiques sociales*, 6(1), 143-154. <https://doi.org/10.7202/301204ar>

Article abstract

  partir d'une analyse de plusieurs luttes de squatters dans trois m tropolises au cours des vingt dernières années, cet article examine les stratégies à l'oeuvre et leur enracinement social. Quatre types de stratégies sont relevés : l'affrontement, la négociation, la visibilité médiatique et la convivialité. La démonstration de la polymorphie des luttes des squatters amène à considérer le phénomène du squatting comme une pratique collective conflictuelle dont les rapports au politique sont ambigus.



S'appropriier un coin du monde et s'enraciner : les squatters

Caroline DÉSY
Université du Québec à Montréal
et Centre interuniversitaire d'analyse du discours
et de sociocritique des textes (CIADEST)

À partir d'une analyse de plusieurs luttes de squatters dans trois métropoles au cours des vingt dernières années, cet article examine les stratégies à l'œuvre et leur enracinement social. Quatre types de stratégies sont relevés : l'affrontement, la négociation, la visibilité médiatique et la convivialité. La démonstration de la polymorphie des luttes des squatters amène à considérer le phénomène du squatting comme une pratique collective conflictuelle dont les rapports au politique sont ambigus.

Symboliquement, le squatter est [...] celui qui s'accroupit au sol, s'y blottit, s'y incorpore, et refuse d'en être chassé. Puisqu'il fait corps avec la terre, puisqu'il en est le complément naturel, ses droits d'occupation sont censément les plus authentiques et incontestables qui soient (Bureau, 1984 : 75).

Paris, le matin du 2 mai 1990. Trois cents personnes, soit quarante-huit familles, sont expulsées par la police de deux immeubles où elles vivaient en squatters¹. À cette occasion, les Verts Paris-Écologie soulignent que si le squat « n'est pas une solution au problème du logement », il n'en n'est pas moins

1. Le terme anglais de *squatter* désigne un individu ou une famille sans logement qui s'empare illégalement d'une habitation libre de ses occupants. Dans ce texte, nous utilisons les mots *squatter* (pour les personnes), *squatting* (l'action) et *squat* (l'espace approprié) dont les équivalents en langue française renvoient à une autre réalité.

« le reflet d'une politique aberrante en matière d'urbanisation et de centralisation² ». Vancouver, novembre 1990. Après une occupation de dix mois et une longue lutte juridique, les squatters de *Francis Street* font appel au soutien populaire pour éviter l'éviction fixée par les tribunaux au 23 novembre. Une semaine plus tard, la Gendarmerie royale du Canada met fin au squat. Ce même hiver, à la suite de la réunification des deux Allemagnes, des dizaines de squatters sont expulsés de la rue Mainzer à Berlin.

New York, juin 1991. Quatre cent policiers débarquent dans le *Lower East Side*, vident le *Tompkins Square* de ses sans-abri. En guise de protestation, un millier de résidents du quartier forment une chaîne humaine autour du parc (Ferguson, 1991 : 25).

Un peu partout dans les pays fortement industrialisés, l'occupation de maisons vides a suscité l'attention de la presse et celle des chercheurs, bien que dans une moindre mesure. Le phénomène du squatting est plus complexe qu'il n'apparaît au premier regard : il fonde des pratiques de vie ancrées dans la quotidienneté, mais se constitue aussi en lutte urbaine polymorphe, tant au point de vue idéologique que stratégique. Cette dernière perspective guidera le présent texte qui découle d'une étude comparative de vagues de squatting dans la région de Londres, à Paris et à New York, au cours des vingt dernières années³.

Quelques caractéristiques sont communes à toutes les expériences analysées. En premier lieu, les squatters sont considérés comme des marginaux de la société, que ce soit par leur situation d'emploi, leur statut de résidence, leur âge ou le style de vie qu'ils recherchent. La pauvreté et la précarité (matérielle et juridique) sont deux autres traits qui décrivent assez bien leur situation.

Dans ces circonstances, et parce que le logement est considéré comme un besoin élémentaire de l'existence, des gens revendiquent le logement comme un droit, et d'autres s'arrogent ce droit qu'on tarde à leur reconnaître. Plus particulièrement, le sentiment que leur revendication est juste parce que fondée sur des principes amène des individus et des groupes à poser des gestes concrets pour améliorer leurs conditions de vie.

UNE FORME DE LUTTE URBAINE

Les squatters ne sont pas nécessairement des agents de transformation sociale. Peut-être même ne sont-ils souvent que le symptôme de la résistance

2. *Le Monde*, 4 mai 1990, p. 13.

3. Pour plus détails, on se référera à DÉSY (1991). Du matériel de première main (journaux, tracts, pamphlets, etc.) est venu enrichir et illustrer nos premières analyses.

à la domination, même si dans leur effort de résistance, ils peuvent avoir des effets sur la ville et la société (Castells, 1983 : 329). Sous le vocable de luttes urbaines, Manuel Castells considère plusieurs formes de mobilisation qui partagent essentiellement trois caractéristiques : ces groupements se considèrent comme « urbains » ; leur base est locale et leur lutte définie sur un territoire donné ; leur mobilisation est axée autour des thématiques de la consommation collective, de l'identité culturelle et de l'autogestion politique (Castells, 1983 : 328).

Or, dans les expériences étudiées, le squatting est une forme de mobilisation essentiellement urbaine, souvent circonscrite à un quartier ou même à un îlot de maisons. Diverses thématiques présentes dans les luttes correspondent en gros aux trois thèmes proposés par Castells : le logement est un produit de consommation collective porteur de sens culturel comme l'identité, la sécurité et la position sociale, qui ont pour pendants matériels les besoins d'abri et d'espace dans la ville ; le contrôle quotidien sur sa vie passe pour les squatters par une sorte d'autogestion de ce milieu de vie : contrôler son logement pour maîtriser sa vie. Ainsi, on retrouve le thème de la consommation collective, celui de l'identité culturelle, et dans une moindre mesure, celui de l'autogestion politique.

En raison de l'absence d'un programme politique et des limites des écrits émanant des squatters, on a peine à définir ce que défendent leurs luttes, les adversaires qu'elles combattent et les enjeux des actions collectives. Malgré ces difficultés, nous allons tenter maintenant de repérer dans les expériences des squatters les acteurs et les formes d'organisation spécifiques à leurs mobilisations ainsi que les stratégies à l'œuvre.

ACTEURS ET FORMES D'ENCADREMENT ET DE SOUTIEN

Les expériences de squatting présentent une grande diversité d'acteurs impliqués, et même si ces acteurs sont temporaires, ils sont révélateurs d'enjeux. D'abord destiné à des familles mal-logées⁴, le squatting s'est étendu à d'autres

4. Nous rappellerons dans un cadre historique élargi que le mouvement des squatters prit de l'ampleur dans les pays industrialisés après la Seconde Guerre mondiale. À Montréal, la Ligue des vétérans sans-logis est fondée par des militants communistes à la fin de septembre 1946 dans le but de dénoncer et d'entreprendre une lutte contre le problème de rareté du logement dû à l'absence de construction domiciliaire pendant la guerre. En raison des moyens utilisés, l'occupation sauvage sur une grande échelle, la lutte pour obtenir des logements sera désignée plus tard comme « mouvement de squatters ». Ce mouvement, pris en charge par Henri Gagnon, « sera le plus important mouvement de revendications de travailleurs portant spécifiquement sur la question du logement dans toute l'histoire de Montréal » (COMEAU et DIONNE, 1989: 316). Il permit de loger environ soixante-dix familles sur une période d'un peu moins d'un an (octobre 1946 à août 1947).

types de personnes dont l'insertion dans les filières traditionnelles de logement était problématique ou impossible : jeunes, célibataires, sans-travail, sans-abri. La caractéristique commune à tous ces gens est la nécessité économique, souvent la pauvreté. N'oublions pas ces jeunes squatters qui expérimentent la vie en communauté : bien que semblant moins démunis que leurs camarades des squats de survie, l'occupation de maisons représente souvent pour eux la seule façon de « vivre autrement » dans des espaces libérés de la contrainte du loyer.

Les adversaires de la lutte sont plus discernables et visibles au sein même du discours idéologique des squatters et de la littérature à leur propos. Les ennemis désignés ont en commun d'être tous responsables, à des degrés divers, du gaspillage des maisons. On trouve d'une part ceux qui contrôlent le logement, sa distribution, et les politiques de logement social : Conseils d'arrondissements en Grande-Bretagne (*Borough Councils*), municipalités, régies immobilières, État. Et d'autre part, ceux qui agissent au cœur même des quartiers : les spéculateurs, propriétaires et gentrificateurs, tenus pour responsables du phénomène de rénovation/déportation.

En conséquence, les enjeux sont axés sur l'utilisation du stock de maisons vides, la construction et la rénovation de logements abordables plutôt que leur démolition. Implicite dans les luttes des squatters, un enjeu est cependant central : celui de rendre le pouvoir « visible », d'amener les responsables à reconnaître les déficiences du système de distribution des logements et leur incapacité à s'occuper du problème. En ce sens, les luttes urbaines que sont le squatting participent bien à la mouvance de ce qu'Alberto Melucci appelle les « nouveaux espaces d'agrégation ».

Extrêmement diversifiées et pleines de contradictions, les luttes des squatters présentent toutefois certaines formes d'organisation décentralisées et des réseaux informels de contacts et de publications. En Angleterre, de nombreux groupes de soutien aux squatters émergent durant la période 1972-1977, dont le *Advisory Service for Squatters* (ASS) et le *London Squatters Union* (LSU). L'ASS tient à la disposition des gens intéressés un fichier des maisons disponibles et des squats, avec la durée approximative jusqu'à la démolition ou la réfection. Cette association s'occupe de donner des conseils pratiques et d'ordre légal aux squatters et aux sans-abri. Elle fournit également des contacts avec des groupes locaux et publie annuellement le très pratique *Squatters Handbook* mis à jour chaque année. Quant au LSU, fondé en août 1977, il a pour principale réalisation la publication du bulletin *Squatters News*. L'ASS et le LSU, ainsi que de nombreux groupes locaux moins visibles, agissent à l'occasion comme porte-parole. Cependant, leur existence a surtout pour but d'assurer une certaine solidarité et de diffuser l'information. La lecture de quelques bulletins de liaison laisse apparaître une

plate-forme revendicative qui comprend : la reconnaissance de droits des sans-abri, des mal-logés et des squatters ; l'utilisation des maisons vides par celles et ceux qui en ont besoin ; l'arrêt des évictions et le droit au maintien dans les lieux.

En France, les différentes cellules du Secours rouge parisien ont développé une idéologie de groupe beaucoup plus explicite lors des occupations de 1972-1973. Leur projet politique, bien que quelque peu diffus, repose sur plusieurs idées : une action spectaculaire comme le squatting est l'occasion d'attirer l'opinion publique sur la coexistence de logements vacants et de mal-logés ; on espère attirer dans la lutte plusieurs milliers de mal-logés ; les luttes au sein des quartiers peuvent conduire à des revendications sociales à une plus grande échelle. Surtout, les militants comptent sur la charge idéologique subversive des occupations, une forme d'action directe illégale qui peut en susciter d'autres relevant de la même logique, c'est-à-dire : « on veut un logement, on le prend » (Castells *et al.*, 1974 : 453).

En revanche, chez les squatters du Lower East Side à New York, on ne retrouve pas de plate-forme revendicative et encore moins une idéologie de groupe. Les formes organisationnelles sont réduites au minimum, se résumant bien souvent à des regroupements *ad hoc* lors de manifestations. Il semble que certains groupes anarchistes aient tenté de noyauter la révolte des jeunes squatters en organisant, par exemple, le *Squatter May Day Festival* en 1990, mais sans grand succès. Le seul trait d'union de l'ensemble des squatters new yorkais semble être la lutte contre la gentrification.

DIVERSES STRATÉGIES

Entreprenons maintenant le survol du procès complexe par lequel l'action collective des squatters est produite en portant notre attention sur les stratégies à l'œuvre, sur la manière dont les acteurs élaborent leur action. Lorsque le squatting est minimalement organisé, l'occupation de maisons vides constitue en soi un processus d'organisation, processus schématisé par Kevin C. Kearns en cinq phases. D'abord, il faut une motivation à squatter qui entraîne une prise de décision. Puis, viennent la recherche et la sélection de la maison à occuper. Ensuite, c'est la prise de possession des lieux, puis son occupation et sa rénovation. Mais il faut aussi s'organiser à l'intérieur et faire des contacts afin de pouvoir se maintenir dans les lieux. Éventuellement, la dernière phase intervient, à savoir la fin du squat (Kearns, 1981 : 137-148).

Or, entre la prise de possession et la fin du squat, une foule d'actions sont à envisager. Elles vont de la distribution de tracts à la négociation, en passant par les manifestations, l'appel aux médias et la tournée des voisins.

Une occupation, en fait, se déroule rarement selon le schéma linéaire de Kearns. Dans la plupart des cas, les autorités tentent de mettre fin à l'occupation et empêcher une épidémie de ces actes illégaux.

L'attitude des autorités est de considérer le squatting comme une action marginale, isolée et surtout déviante. Traditionnellement, la déviance est définie comme un problème social sur lequel on doit agir. Comme on assume que c'est un problème d'ordre public, les appareils de régulation sociale ont le droit et le devoir d'intervenir. Cette intervention, dans le cas du squatting, prend la forme de la répression. En plus d'être une prévention contre toute politisation des luttes, la répression exprime aussi une certaine crainte que des luttes politiques ne se développent en un lieu considéré jusque-là comme le « terrain privilégié de mouvements essentiellement revendicatifs » (Castells *et al.*, 1974 : 550). Répondant à l'affrontement (symbolique) par l'affrontement (réel), les autorités utiliseront des huissiers, les forces policières ou l'armée pour déloger les squatters, et ce parfois même en dépit des lois existantes. L'exemple le plus frappant est l'utilisation de tanks dans les rues d'Amsterdam en 1980, au terme d'affrontements entre un groupuscule radical de squatters et les représentants municipaux⁵.

À Redbridge, *Tolmers Village*, Paris ou New York, plusieurs stratégies ont été déployées par les squatters pour garder « leurs » maisons. Par le terme « stratégies », nous entendons des ensembles d'actions coordonnées tendant vers un but. Elles se regroupent en quatre catégories qui ne sont pas mutuellement exclusives⁶ : les stratégies « classiques » d'affrontement, les stratégies de négociation, les stratégies de visibilité médiatique et les stratégies de convivialité et d'alliance avec le milieu.

STRATÉGIES CLASSIQUES D'AFFRONTEMENT

Nous avons qualifié les stratégies d'affrontement de « classiques » car elles ont pour premier pôle de référence le mouvement ouvrier et les occupations d'usines. Elles réfèrent également aux mouvements contestataires des années 60 en ce qui a trait, par exemple, à la manifestation de rue. Ce type

5. À partir de cet incident, le monopole de la violence n'appartient plus à l'État, comme le montrent les exemples suivants d'actions violentes impliquant des squatters: la perturbation du couronnement de la reine Beatrix le 30 avril 1980, l'occupation du service municipal d'habitation par une centaine de squatters qui détruisent 500 dossiers de la division des expulsions (avril 1980), le saccage de logements neufs (juin 1980), les batailles accompagnant des évictions en juin et juillet 1980, et finalement l'explosion d'une bombe au service municipal d'habitation en 1982 (ANDERIESEN, 1981: 93 et PRIEMUS, 1983: 418-419).

6. Nous sommes arrivée à cette classification après une exploration fouillée du corpus établi dans le cadre de notre mémoire (DÉSY, 1991).

d'action très populaire chez les groupes de squatters permet de rendre visible le rapport de force, il sert de véhicule aux slogans et mots d'ordre, et attire (quelquefois) les médias. La distribution de tracts et la mise sur pied de bulletins de liaison sont d'autres activités existant dans la plupart des luttes organisées.

Le type d'action peut être choisi en fonction du degré de répression auquel on est confronté : dans les occupations de monuments, de mairies et de postes de police (par exemple à Paris dans les années 80), l'affrontement est plus manifeste, tout autant que dans la résistance aux évacuations au moyen de barricades (un type d'action utilisé à Londres par les squatters de *Lesly Street* en 1972 et ceux de *Elgin Avenue* en 1975 ; ainsi que par les squatters du *319 East 8th Street* à New York en juin-juillet 1989). La perturbation de réunions du conseil municipal, le harcèlement de ses conseillers et, dans certains cas, la multiplication des occupations de maisons sont d'autres stratégies utilisées pour secouer l'indifférence de la population et des élus.

STRATÉGIES DE NÉGOCIATION

La négociation est comprise habituellement comme un processus d'interaction entre des parties dont les intérêts sont en conflit et qui formulent des propositions pour atteindre un accord. Les démarches légales, les représentations et délégations auprès des autorités entrent dans la catégorie des stratégies de négociation. La demande de reconnaissance officielle et de permis de résidence (*license*) sont parmi les principaux buts de plusieurs regroupements de squatters. Il s'agit d'ententes d'utilisation des bâtiments vides en instance de démolition.

En Angleterre, l'octroi de *licenses* a permis à un moment d'éviter une radicalisation des luttes. En effet, cette solution de compromis garantit une certaine paix sociale, tandis que les squatters acquièrent un peu de sécurité (à court terme) face aux évictions.

STRATÉGIES DE VISIBILITÉ MÉDIATIQUE

Les stratégies de visibilité médiatique peuvent être couplées à certaines actions (comme la manifestation de rue) mais elles constituent à l'occasion une catégorie en soi. L'invitation de journalistes sensibles à la cause du logement à passer une journée dans le squat ou encore le simple fait de répondre à de longues entrevues se sont avérés à Redbridge des actions très fructueuses. Bien souvent, les seules armes dont disposent les mal-logés se réduisent à eux-mêmes en tant que groupe, et à la publicité qu'ils peuvent attirer sur leur cause.

À Redbridge comme à Paris, la couverture médiatique a été reçue comme une bénédiction par les squatters. D'une façon générale, sans la couverture sympathique des médias écrits et électroniques, les premières campagnes de squatting n'auraient jamais eu de succès (Kearns, 1981 : 132). Or, l'attitude parfois sensationnaliste et réactionnaire de la presse (écrite et électronique) n'est pas sans influence sur l'opinion publique.

L'écrivain allemand Günter Wallraff raconte comment le groupe de presse Springer (dont les journaux monopolisaient à Berlin 93 % de la presse vendue) a tenté d'attiser à Berlin dans les années 80 un climat de violence et de peur envers des squatters, voire « susciter un climat de pogrome ». Les hebdomadaires **Bild** et **BZ** font de la surenchère :

Sur une demi-page, **BZ** annonce : « Les squatters menacent de mettre le feu partout ». L'article évoque des « batailles sanglantes ». Les squatters sont, pour la presse de Springer, en bloc : des *Chaoten*, des « rockers gauchistes », des « crasseux », des « immondes », des « terroristes », des « piqués et autres criminels » (Wallraff, 1983 : 214).

La presse britannique ne fait guère mieux, si l'on se fie au pamphlet publié par le *Squatters Action Council* de Londres vers 1976 et dans lequel sont répertoriées différentes histoires anti-squatting. Prenons, par exemple, le cas de M^{me} Harper qui écrit au courrier des lecteurs du **Times** en juillet 1975 affirmant qu'elle vient de rentrer de vacances et a dû évincer des squatters de sa maison : « Squatters assumed the right to use my telephone [...] sleep in my beds [...] read letters from my husband before marriage⁷ ». C'est le début de témoignages semblables dans d'autres journaux, à la radio et à la télévision, ainsi que de reportages et d'éditoriaux réclamant des lois plus sévères et l'expulsion de tous les squatters.

Quant à eux, les squatters new-yorkais de *Tompkins Square* bénéficient de la couverture intensive et bienveillante de leurs luttes par l'hebdomadaire **The Village Voice**. Or, la journaliste Sarah Ferguson souligne que la présence de nombreux médias lors du *Squatter May Day Festival* en mai 1990 a soulevé des sentiments ambivalents quant au rôle de la presse et des médias. Perçue comme bénéfique par les organisateurs de ce festival, la couverture médiatique a cependant troublé l'ensemble des squatters, désignés comme responsables de la violence qui s'y est manifestée (Ferguson, 1990 : 12).

7. SQUATTERS ACTION COUNCIL (1976 ? : 3).

STRATÉGIES DE CONVIVALITÉ ET D'ALLIANCE AVEC LE MILIEU

D'autres stratégies visent à vivre en paix avec le milieu et s'en faire un allié politique. Pour les squatters, l'environnement immédiat est déterminant, les voisins « sont les premiers agents de répression ou les premiers complices », l'implantation du squat « ne doit perturber la vie du quartier environnant qu'au minimum⁸ ». L'un des gestes à poser après l'occupation d'un édifice consiste donc en une tournée des voisins. Les squatters doivent tenter de gagner leur sympathie : « Dites-leur qui vous êtes, expliquez-leur les raisons qui vous motivent à squatter, et rassurez-les, si nécessaire, sur le mode de vie que vous comptez adopter⁹ ». Et comme l'expriment ces squatters de New York : « Neighborhood attitudes to the squatters have been generally cool, but not hostile » (Lower East Side Squatters, 1986 : 15).

Ces contacts très importants sont établis sous diverses formes, mais les « convivialités » sont privilégiées, comme un carnaval annuel mettant en contact les squatters et les autres habitants du quartier à *Tolmers Village* (Gimson *et al.*, 1976 : 212), un pique-nique et une fête de quartier dans le XIV^e arrondissement de Paris en 1972. Ou plus récemment, à Vancouver, diverses activités recensées dans un communiqué de presse de la *Squatter Alliance of Vancouver East* :

We are currently organizing various neighbourhood-inclusive, community events and activities (i.e. potluck barbecues, daycare facilities, community gardening and recycling projects) in an effort to open up communication between squatters and paying tenants and homeowners (SAVE, 1990).

Dans certains cas, il a été utile de se faire connaître des groupes communautaires du quartier, particulièrement ceux œuvrant dans le champ du logement. En effet, certains des buts des squatters rejoignent ceux des comités de citoyens, comme la volonté de préserver la vie de quartier et de sauver des édifices de la démolition. Cependant, il leur faut garder à l'esprit que les priorités de ces organismes visent le logement social et le gel des loyers, pas le squatting et l'expérimentation contre-culturelle.

Loin d'être une phénomène marginal et inarticulé, le squatting contemporain participe à des mobilisations collectives qui dépassent souvent la question du logement et il prend racine dans des traditions de luttes sociales. En fait, ce qui rend le squatting si difficilement cernable (comme objet), ce

8. *Les zones légitimes*, Montréal, tract, 1987-1988, 8.

9. *Ibid.*, 9.

sont les multiples formes qu'il revêt, les diverses stratégies qu'il déploie et la pluralité des idéologies qu'il porte¹⁰.

Le polymorphisme des luttes des squatters rend ambigu le rapport au politique. En effet, l'action collective (politique) des squatters est doublée d'un rassemblement à caractère culturel. La volonté de changer les choses collectivement coexiste aussi avec des problèmes d'identité individuelle déterminés dans le cas des squatters par la caractéristique de privation : sans logis, et souvent sans travail. En demandant que l'on cesse de considérer le politique et l'ensemble de la question du logement en termes de rationalité économique, les squatters entrent sur le terrain de la contestation sociale et politique, mais ils ne poursuivent pas d'objectifs éloignés et inaccessibles comme la révolution sociale. Leur rassemblement est ponctuel, comme l'écrit Melucci, et « il doit garantir des espaces de contrôle immédiat, vérifiables par l'expérience des membres dans leur vie concrète » (Melucci, 1983 : 15). La recherche d'un projet politique qui dépasse le retrait contre-culturel n'apparaît pas explicitement dans les luttes analysées, mais il aurait pu être exprimé ainsi : « Vivons aujourd'hui dans nos luttes la société de demain¹¹ ».

10. Ce n'était pas notre propos d'établir ici tous les liens entre les mouvements de squatters et les autres mouvements alternatifs. Certains squats ont certes été organisés autour de projets alternatifs, fussent-ils écologistes, féministes ou de gauche, toutes tendances confondues. Mais il s'agit là d'un sujet qui pourrait faire l'objet d'un autre travail.

11. Un militant, cité dans TOURAINE, 1980 : 171

Bibliographie

- ANDERIESEN, Gerard (1981). « Tanks in the Streets : The Growing Conflict over Housing in Amsterdam », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 5, n° 1, mars, 83-95.
- BAILEY, Ron (1973). *The Squatters*, Harmondsworth (Engl.), Penguin Books (a Penguin Special).
- BUREAU, Luc (1984). *Entre l'Eden et l'utopie : les fondements imaginaires de l'espace québécois*, Montréal, Québec/Amérique (Dossiers/documents).
- CASTELLS, Manuel (1983). *The City and The Grassroots : A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley, University of California Press (California Series on Urban Development).
- CASTELLS, Manuel *et al.* (1978), *Crise du logement et mouvements sociaux urbains ; enquête sur la région parisienne*, Paris, Mouton (La recherche urbaine).
- CHERKI, Eddy (1976). « Populisme et idéologie révolutionnaire dans le mouvement des squatters -région parisienne 1972-1973- », *Sociologie du travail*, vol. 18, n° 2, avril-juin, 192-215.
- CHERKI, Eddy (1973). « Le mouvement d'occupation de maisons vides en France », *Espaces et Sociétés*, n° 9, juillet, 63-91.
- COMEAU, Robert et Bernard DIONNE (1989). « Henri Gagnon, organisateur révolutionnaire, 1936-1956 », dans *Le droit de se taire ; Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur (Études québécoises), 298-337.
- DÉSY, Caroline (1991). *Le squatting : une pratique sociale urbaine*, mémoire de maîtrise en Sociologie, UQAM.
- DUPREZ, Dominique (1984). « Les squatters : les genèses sociales d'un mouvement urbain localisé », *Contradictions*, n° 38, 103-124.
- FERGUSON, Sarah (1991). « The Park Is Gone : Can the City Violate Its Own Charter to Close Tompkins Square ? », *Village Voice*, vol.36, n° 25, 18 juin, 25.
- FERGUSON, Sarah (1990). « Riots of Spring », *Village Voice*, vol.35, n° 20, 15 mai, 12.
- GIMSON, Mark *et al.* (1976). « Squatting : The Fourth Arm of Housing ? », *Architectural Design*, vol. 46, n° 4, 211-214.
- KEARNS, Kevin C. (1981). « Urban Squatter Strategies : Social Adaptation to Housing Stress in London », *Urban Life*, vol. 10, n° 2, 123-153.
- LOWER EAST SIDE SQUATTERS (1986). « Squat in the U.S.A. », *Crowbar* (Londres), n° 46.
- MEHL, Dominique (1980). « Les voies de la contestation urbaine », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 6, 26-62.
- MELUCCI, Alberto (1989). *Nomads of the Present ; Social Movements and Individual Need in Contemporary Society*, Londres, Hutchinson Radius.
- MELUCCI, Alberto (1983). « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », *Revue internationale d'action communautaire*, 10/50, 13-30.

- MORMONT, Marc et Catherine MOUGENOT (1985). « Pratique sociale de l'espace », dans RITCHOT, Gilles et Claude FELTZ (sous la direction de). *Forme urbaine et pratique sociale*, Montréal, Le Préambule (Science et Théorie), 139-145.
- OFFE, Claus (1985). « New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics », *Social Research*, vol. 52, n° 4, 817-868.
- PRIEMUS, Hugo (1983). « Squatters in Amsterdam ; Urban Social Movement, Urban Managers or Something Else ? », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol.7, n° 3, septembre, 417-427.
- RITCHOT, Dominique (1986). « Le squat ou reprendre ce qui nous appartient », dans TAHON, Marie-Blanche et André CORTEN. *L'Italie : le philosophe et le gendarme ; Actes du Colloque de Montréal* (16 et 17 novembre 1984), Montréal, VLB éditeur, 201-206.
- SQUATTERS ACTION COUNCIL (1976 ?). *Squatting - What's it all About ?*, Londres, SAC Pamphlets.
- SQUATTERS ALLIANCE OF VANCOUVER EAST (SAVE) (1990). *Press Statement*.
- TOURAINÉ, Alain (1980). *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil (Sociologie permanente).
- WALLRAFF, Günter (1983). « Trois squatters dans votre lit », dans *Berlin : le ciel partagé*, numéro spécial de la revue *Autrement*, Série Monde, n° 1, 213-216.
- WATES, Nick (1975). « The Tolmers Village Squatters », *New Society* (Londres), vol. 33, n° 671, 364-366.
- WATES, Nick et Christian WOLMAR (sous la direction de) (1980). *Squatting : the Real Story*, Londres, Bay Leaf Books.